

Quelques articles de presse / de blog

Mario Ríos Fernández, *La Catalogne est de nouveau au centre du jeu*, 28 juillet 2023, Le Grand Continent

Séverin Husson, *Six forces et une faiblesse de l'économie catalane*, La Croix, octobre 2017

Analyse - *Le muscle économique de la Catalogne affaibli cinq ans après la tentative de séparatisme*. Le 27 octobre 2022, traduit par Zone Bourse

Sandrine Morel, *La Catalogne, confrontée à une sécheresse historique, se prépare à d'importantes restrictions d'eau*, Le Monde, le 15 décembre 2023

Un podcast (de 12 minutes)

La Catalogne à l'heure de la mobilité durable, interview de David Saldoni de Tena, Directeur général des transports et de la mobilité du Gouvernement de Catalogne – Produit par Hub Institute

<https://www.hubinstitute.com/articles/la-catalogne-a-lheure-de-la-mobilite-durable>

Un podcast (de 38 minutes)

Espagne, "autonomie". Émission de France culture, les termes du débat européen.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/espagne-autonomie-4545537>

Une vidéo (de 4 minutes)

Pourquoi les Catalans souhaitent-ils être indépendants ?, par Marc Bettinelli, Le Monde, 22 septembre 2017

https://www.lemonde.fr/europe/video/2017/09/22/pourquoi-les-catalans-souhaitent-ils-etre-independants_5189999_3214.html

La Catalogne est de nouveau au centre du jeu

AUTEUR Mario Ríos Fernández

IMAGE © Matthias Oesterle/
Shutterstock/SIPA

DATE 28 juillet 2023

La Catalogne décidera du sort de l'Espagne. Dans une analyse fine de la dernière décennie de conflits et de tensions politiques, Mario Ríos Fernández tente de comprendre les ressorts d'un vote paradoxal dans la communauté autonome. Alors que les indépendantistes ont rarement été si mal élus, ils seront les faiseurs de roi au Parlement. Joueront-ils la politique du pire — ou choisiront-ils d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire de l'indépendantisme ?



La Catalogne est à nouveau au cœur du débat politique en Espagne après les élections générales du 23 juillet. Le résultat serré entre les blocs, avec une gauche qui, malgré la remontée de sa campagne, n'a pas pu vaincre un bloc conservateur qui a subi une victoire amère, place une fois de plus les partis indépendantistes catalans au centre de l'échiquier. La question catalane se positionne donc comme un axe fondamental de la prochaine législature dans l'hypothèse de la formation d'un gouvernement progressiste entre le PSOE et Sumar.

La gauche et les forces politiques plurinationales ont stoppé le bloc réactionnaire

Il est nécessaire de rappeler brièvement l'histoire de ces élections. Sánchez a convoqué des élections générales anticipées dans le but d'éviter l'érosion de son exécutif, prenant de court le reste des acteurs politiques et profitant des négociations entre le PP et Vox dans la formation des gouvernements locaux et régionaux pour mobiliser la gauche face à la menace d'un net recul en termes de droits et de libertés. Sánchez et le PSOE ont été le rempart contre l'Espagne ultra conservatrice de l'alliance PP-Vox, qui a ramené aux urnes une grande partie de l'électorat progressiste. Sur sa gauche, Sumar a également rassemblé une grande partie de la gauche de transformation sociale et a permis de conserver un résultat décent en élargissant le bloc progressiste. Dans le même temps, les électeurs des partis nationalistes et indépendantistes se sont également réveillés face aux menaces de régression territoriale que ferait peser un gouvernement espagnol clairement nationaliste, tel que celui qui aurait été dirigé par Feijóo.

Cette mobilisation multiple, associée à une dernière semaine de campagne désastreuse pour ce dernier — qui a fini par démobiliser une partie des électeurs les plus centristes du Parti Populaire —, est ce qui a permis d'obtenir un résultat plus serré que ce que la plupart des sondages avaient prédit. C'est pourquoi l'amélioration des résultats électoraux du PP n'a pas été suffisante pour lui permettre d'atteindre la majorité absolue qui est nécessaire au Congrès. Cela a ouvert une possibilité pour le bloc progressiste, qui a maintenant l'opportunité de négocier la formation d'une nouvelle coalition exécutive progressiste entre le PSOE et Sumar. Cette combinaison des votes des classes populaires, des enfants du 15 mai et des minorités nationales a permis de former un bloc politique capable d'arrêter la vague réactionnaire en Espagne, faisant de ce pays le premier pays européen de ces deux dernières années où les conservateurs et les ultras n'ont pas remporté les élections.

Au cours de la législature précédente, les votes d'un certain nombre de partis autonomistes ou indépendantistes étaient nécessaires pour investir Sánchez. Aujourd'hui la situation est très différente : en raison de la faiblesse de la gauche, qui a perdu 12 députés (141 pour le PSOE et Sumar), et de la montée de la droite, qui a gagné 18 députés supplémentaires (169 pour le PP et Vox), un nouvel acteur politique est nécessaire pour qu'un gouvernement de coalition progressiste soit formé : les indépendantistes catalans de Junts. Ce parti, situé au centre-droit, place à nouveau la Catalogne et les revendications des indépendantistes au centre de l'échiquier politique. C'est pourquoi, avant d'analyser les conséquences de nouveau rapport de forces, il faut revenir sur les dernières années en Catalogne et sur la carte politique que les élections de 2023 y dessineront.

Catalogne : ascension et déclin du mouvement indépendantiste

La question de la Catalogne a dominé les dernières législatures de la politique espagnole. Depuis le début du processus dit d'indépendance, l'agenda catalan est au cœur du débat politique au Congrès. C'est aussi l'un des principaux problèmes auxquels les différents gouvernements espagnols ont été confrontés depuis 2012.

Les électeurs des partis nationalistes et indépendantistes se sont également réveillés face aux menaces de régression territoriale que ferait peser un gouvernement espagnol clairement nationaliste, tel que celui qui aurait été dirigé par Feijóo.

MARIO RÍOS FERNÁNDEZ

Le début du processus d'indépendance a coïncidé avec les changements politiques et sociaux provoqués par la Grande Récession et la crise de la dette européenne dans la plupart des démocraties continentales. C'est dans ce contexte de crise sociale, économique et politique que l'indépendance de la Catalogne est devenue l'utopie de centaines de milliers de Catalans qui voyaient dans la lutte pour leur propre État indépendant une échappatoire

aux problèmes auxquels l'Espagne est confrontée. Cela a mobilisé une grande partie de la société catalane.

À partir de ce moment, les partis indépendantistes — ERC, Junts et la CUP — poussés par une mobilisation de masse, sont entrés dans une spirale incrémentale dans laquelle chaque parti rivalisait avec ses adversaires pour défendre des revendications de plus en plus importantes. De l'amélioration de l'autonomie à un pacte fiscal ; d'un référendum concerté à un référendum unilatéral ; et de ce référendum à une déclaration unilatérale d'indépendance. Pendant cette même période, le mouvement indépendantiste n'a cessé de gouverner la Catalogne avec une majorité absolue.

Les événements se sont précipités en octobre 2017. Le Parlement et le gouvernement catalans — où dominait une coalition entre Junts et ERC — ont soumis une énième proposition de référendum au gouvernement espagnol de Mariano Rajoy, qui a refusé de négocier. Les indépendantistes ont alors décidé de préparer tout le cadre juridique et politique pour procéder à une consultation unilatérale qui aurait lieu le 1er octobre. Les faits, bien connus, ont fait le tour du monde : des milliers de volontaires ont préparé en secret le référendum unilatéral et le jour de sa convocation, des milliers d'urnes sont apparues et plus de deux millions de Catalans sont allés voter.

Le gouvernement de Rajoy a choisi la répression pour empêcher le référendum unilatéral en envoyant des milliers de policiers du reste de l'Espagne qui ont agressé des centaines d'électeurs. Après ce référendum, auxquels seuls ont participé les soutiens de l'indépendance, une mobilisation massive a eu lieu suivie d'une grève générale le 3 octobre qui a paralysé la Catalogne. Quelques jours plus tard, l'exécutif catalan déclarait unilatéralement l'indépendance avant de l'annuler et d'ouvrir un processus de négociation avec l'Etat. Cette stratégie n'a pas porté les fruits escomptés et, face à ce que le gouvernement de Rajoy considérait comme une atteinte à la Constitution, l'exécutif espagnol a activé le 155 : un article de la Grande Charte espagnole qui permet au gouvernement central de supprimer l'autonomie d'une communauté autonome si elle porte atteinte à l'intérêt général.

Peu de temps après, une procédure judiciaire a été entamée contre ce que le ministère public considérait comme une rébellion. Dans ce cadre, les principaux dirigeants du mouvement indépendantiste — dont le vice-président du gouvernement catalan, Oriol Junqueras — ont été arrêtés. D'autres dirigeants, comme le président Carles Puigdemont, ont fui en Belgique pour éviter d'être poursuivis. En outre, l'approbation de l'article 155 a entraîné l'organisation d'élections régionales. Avec un taux de participation de 80 %, ces élections ont été les plus suivies de l'histoire,

donnant la victoire en nombre sièges (mais pas en nombre de voix) au mouvement indépendantiste.

Cependant, après la formation du gouvernement de Quim Torra en mai 2018 et une investiture tortueuse, les tensions sociales et politiques ont commencé à s'apaiser en Catalogne. En 2019, en raison de la condamnation des promoteurs du référendum — accusés de sédition, de détournement de fonds et de désobéissance — la situation a de nouveau enflammé les rues de Catalogne avec des milliers de manifestations, de boycotts et d'occupations tout au long de l'automne. Au même moment avaient lieu des élections générales en Espagne après un premier échec du PSOE à former un gouvernement. Les manifestations en Catalogne ont eu un impact sur une partie de la population espagnole, qui a opté pour Vox, perçu comme le parti le plus ferme et le plus dur sur la question de l'unité nationale. Pour autant, c'est bien le bloc progressiste qui l'a emporté, le PSOE et Unidas Podemos formant un gouvernement. L'un de ces premiers objectifs de ce gouvernement était donc de chercher une résolution au conflit qui continuait de secouer la Catalogne.

Pour ce faire, Pedro Sánchez a choisi de le traiter comme un conflit politique, et non comme une question d'ordre public, rompant en cela avec l'approche qui avait été celle des conservateurs. Cela a conduit à des négociations entre les deux gouvernements (espagnol et catalan), aboutissant à l'approbation de grâces qui ont permis la libération de prisonniers indépendantistes. Une réforme des délits de sédition et de rébellion a également été demandée afin de réduire les peines appliquées à ces dirigeants. Le gouvernement espagnol a élaboré un programme visant à désamorcer le conflit en Catalogne, à apaiser les tensions et à rétablir la coexistence. Cela a été un succès.

Pedro Sánchez a choisi de traiter la crise catalane comme un conflit politique, et non comme une question d'ordre public, rompant en cela avec l'approche qui avait été celle des conservateurs.

MARIO RÍOS FERNÁNDEZ

À partir de ce moment, on mesure une nette diminution du soutien au projet indépendantiste. Le conflit avec l'État espagnol n'est plus considéré comme le principal problème des Catalans, qui invoquent maintenant l'économie ou leur insatisfaction politique. Ces changements vont de pair

avec une forte dépolitisation d'une grande partie de la société catalane qui, de largement intéressée et informée sur la politique, est passée à des sentiments négatifs tels que le désenchantement, la colère ou le désintérêt à son égard.

Deux ans plus tard, ce désintérêt s'est matérialisé durant les élections au Parlement catalan de 2021, où le taux d'abstention a été le plus élevé de l'histoire de la Communauté autonome : la participation est passée de près de 80 % en 2017 à 51,5 % en 2021. Il est vrai que les élections ont eu lieu pendant la pandémie, à la fin de la troisième vague, mais les études post-électorales ont montré que la pandémie ou la peur de la contagion n'avaient été la cause de l'abstention que pour un peu plus de 20 % de la population. En 2021 ? l'abstention était éminemment politique. En effet, dès que les indépendantistes ont réalisé l'impossibilité de leur projet, ils se sont démobilisés : les uns par démotivation ; les autres parce qu'il n'était plus nécessaire de défendre le statu quo existant.

Les élections générales en Catalogne : se défendre face au conflit territorial

Les élections de 2023 ont eu lieu, comme nous l'avons vu, à un moment où la société catalane montrait des signes évidents de fatigue politique. Les passions s'étaient refroidies après des années où la politique avait monopolisé l'attention d'une grande partie de la société catalane.

La fin du cycle du processus indépendantiste nous a laissé une société plus dépolitisée et démobilisée, ce qui se remarque dans le taux de participation, l'un des plus bas jamais enregistrés lors d'une élection générale en Catalogne : avec 65,4 % de participation, il est seulement supérieur aux 64,7 % de mars 2000, où le PP avait obtenu la majorité absolue. Cela représente 7 points de moins qu'en novembre 2019 et 12 points de moins qu'en avril 2019. Si l'on analyse la participation au niveau territorial, on constate que si dans les zones métropolitaines et côtières la baisse est d'environ 4 points, dans les fiefs indépendantistes de Gérone ou de Catalogne centrale — des villes comme Figueres, Olot, Manresa ou Vic —, la baisse se situe entre 8 et 10 points.

Pour analyser et interpréter politiquement ce résultat, il faut comprendre la question qui se posait aux électeurs au moment de décider de leur vote. Contrairement aux dernières élections générales, au cours desquelles le mouvement indépendantiste avait imposé son discours anti-répressif après les procès de ses dirigeants — obtenant son meilleur résultat dans une élection générale avec 43 % des voix et 22 députés — le scrutin du 23 juillet a tourné autour du maintien du gouvernement progressiste. Le débat a

donc porté sur la question de savoir si les Catalans préféreraient un gouvernement de Pedro Sánchez et Yolanda Díaz ou de Alberto Núñez Feijóo et Santiago Abascal. Le vote a donc été polarisé par une question nationale.

Les élections de 2023 ont eu lieu à un moment où la société catalane montrait des signes évidents de fatigue politique.

MARIO RÍOS FERNÁNDEZ

Parallèlement à la baisse de la participation électorale mentionnée ci-dessus, c'est une autre caractéristique classique du comportement électoral en Catalogne qui est réapparue : le double vote. Historiquement, il existait en Catalogne une dynamique politique selon laquelle une partie considérable de l'électorat catalan votait pour des partis nationalistes ou indépendantistes lors des élections régionales autonomes, mais votait pour des partis au niveau nationaux, en particulier les socialistes, lors des élections générales. Le processus indépendantiste a largement mis fin à ce comportement, ce qui a permis aux partis indépendantistes d'obtenir leurs meilleurs résultats au Congrès, comme ce fut le cas d'ERC en 2019. Cependant, ce comportement électoral est revenu en 2023 puisque le Parti socialiste catalan a obtenu une victoire spectaculaire avec 19 sièges et 34,5 % des voix. Par ailleurs, umar-ECP (la candidature catalane de Yolanda Díaz) a fait un bon score, avec 7 sièges et 14 % des voix, dépassant ERC qui avait été le premier parti en 2019.

Comme le montrent les politologues Jordi Muñoz et Toni Rodón, les principaux transferts de voix ont eu lieu du mouvement indépendantiste vers le PSC et Sumar-ECP. Si cela confirme le retour du double vote, il est difficile de comprendre la résurgence de ce phénomène alors que les élections de 2019 avaient donné une forte audience nationale aux partis indépendantistes.

L'une des raisons de ce changement est que les Catalans ont compris que toute résolution du conflit politique passerait par le maintien du gouvernement de coalition progressiste. Il n'y aura de solution que si la gauche est au pouvoir à Madrid. Ce constat, ainsi que la crainte de voir l'extrême droite s'agiter en faveur d'une nouvelle application de l'article 155 pour supprimer l'autonomie catalane, a conduit de nombreux citoyens indépendantistes à soutenir les partis nationaux afin d'éviter une escalade

du conflit et une régression en matière territoriale, culturelle et linguistique, comme cela s'est déjà produit dans les gouvernements du Parti populaire et de Vox dans la Communauté valencienne ou dans les îles Baléares.

Par conséquent, si nous voulons comprendre ce qui s'est passé en Catalogne lors de ces élections, nous devons comprendre qu'un mouvement indépendantiste déprimé par la fin d'un projet qui a été hégémonique en Catalogne au cours des 10 dernières années, a décidé de ne pas jouer à la roulette russe en pariant sur un mouvement indépendantiste sans stratégie politique claire, optant plutôt pour des forces nationales qui garantissent que le conflit ne reprendra pas et dont l'agenda réformiste a permis à la situation de se dégonfler et d'initier une gestion politique du différend territorial. La défense de l'autonomie catalane n'a pas été représentée cette fois-ci par les partis indépendantistes, comme c'est traditionnellement le cas, mais par les forces de gauche de l'État.

Un programme réformiste au niveau territorial : le résultat d'un accord possible entre la gauche et les forces plurinationales

Par delà l'interprétation des résultats de 23 juillet, plusieurs scénarios sont possibles dans le rapport de forces actuel. De même que Bildu et le Parti nationaliste basque (PNV) ont déjà fait savoir qu'ils soutiendraient l'actuelle majorité gouvernementale, le mouvement indépendantiste catalan a fait évoluer sa stratégie. ERC, qui a été un pilier du gouvernement Sánchez tout au long de la législature — votant l'investiture et la plupart des lois et des budgets — a exprimé des doutes quant à son soutien. Par ailleurs, Junts, qui se situe au centre-droit est devenu le parti déterminant pour que Pedro Sánchez puisse être investi et ainsi éviter un retour aux urnes à l'automne.

Conscients de l'immense dépendance de ce dernier à leur égard, les deux formations indépendantistes pourraient faire monter les enchères, et augmenter leurs exigences vis-à-vis du PSOE et de Sumar, au risque de faire échouer toute négociation : il y a des choses que Sánchez ne peut pas accepter, comme un référendum ou une amnistie qui permettrait à Puigdemont de retourner en Catalogne.

Cependant, en considérant les élections, on constate que ERC et Junts ont perdu 300 000 personnes à l'abstention, et quelque 260 000 au PSC et à Sumar. Il s'agit d'un avertissement clair : en cas de nouvelles élections, leurs résultats électoraux pourraient encore plus s'en ressentir. Les électeurs des deux partis ne comprendraient sans doute pas comment ils pourraient conduire la Catalogne à une nouvelle élection qui risquerait de se terminer

avec Santiago Abascal à la vice-présidence d'un gouvernement qui s'attaquerait à l'autonomie, à la langue et à la culture catalanes.

Le contexte politique actuel donne donc une possibilité historique aux indépendantistes d'influer l'État, leur permettant d'atteindre certains de leurs objectifs historiques.

MARIO RÍOS FERNÁNDEZ

De plus, les deux formations ont la possibilité de profiter du contexte politique qui s'est ouvert et de promouvoir, avec la coalition de gauche, une série de réformes et de mesures dans la structure territoriale, politique et institutionnelle de l'État. Un bloc de gauche et plurinational pourrait entreprendre la réforme du pouvoir judiciaire et de ses principaux organes dans le but de les rendre plus proches de l'Espagne réelle. En d'autres termes, le pouvoir judiciaire ne devrait pas être dominé par les secteurs les plus conservateurs et traditionalistes de l'État et devrait prendre en compte les différentes minorités nationales en Espagne — en particulier les minorités catalane et basque. Une réforme de la situation financière de la Generalitat et de sa capacité à gérer ses propres ressources économiques pourrait également être mise sur la table.

Par ailleurs, le dialogue entre les deux exécutifs initié en 2020 pourrait être dynamisé, et l'autonomie catalane pourrait sortir renforcée par des transferts, des investissements et des compétences. Cette impulsion pourrait conduire à la protection des pouvoirs, de la culture et de la langue, et à la reconnaissance des réalités nationales qui composent l'Espagne par le biais d'une législation étatique, à l'instar de celle adoptée par la Chambre des communes du Canada à l'égard du Québec en tant que société distincte.

Le contexte politique actuel donne donc une possibilité historique aux indépendantistes d'influer l'État, leur permettant d'atteindre certains de leurs objectifs historiques, même s'il ne s'agit pas des deux principaux (référendum et amnistie). L'analyse de la situation politique spécifique déterminera si ERC et Junts s'engagent à réformer l'État et non à donner au bloc conservateur une nouvelle occasion d'entraîner l'Espagne dans une régression politique, démocratique et territoriale sans précédent au cours des dernières décennies.

Six forces et une faiblesse de l'économie catalane

Première région exportatrice d'Espagne, la Catalogne est en pointe sur l'industrie, la recherche et le tourisme. Mais elle lourdement endettée.

Séverin Husson, le 06/10/2017 à 16:42, La Croix



La Catalogne s'est imposée depuis plusieurs années comme l'un des poids lourds de l'économie nationale.

Quelles seraient les conséquences économiques de l'indépendance de la Catalogne ? Le débat fait rage entre les partisans des deux camps, mais du côté des forces économiques, les visages sont plutôt sombres.

La semaine dernière, le Cercle d'Economia, important lobby patronal catalan, a estimé qu'une déclaration d'indépendance « *plongerait le pays dans une situation extrêmement complexe, aux conséquences inconnues, mais dans tous les cas très graves* ». « *Nous sommes consternés et préoccupés* », a affirmé de son côté Antoni Abad, président du second syndicat patronal des PME, le Cecot.

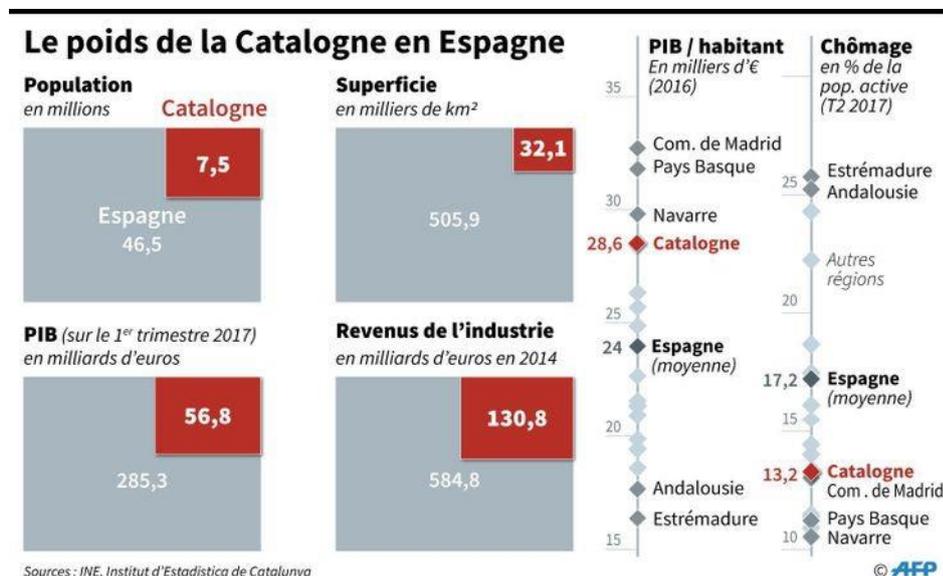
L'inquiétude n'est pas moindre, dans le reste du pays, alors que la Catalogne s'est imposée depuis plusieurs années comme l'un des poids lourds de l'économie nationale. Démonstration en quelques chiffres

1 – La région la plus riche

La Catalogne était en 2016, la région la plus riche du pays, avec 19 % du produit intérieur brut, juste devant Madrid (18,9 %).

Elle se classe quatrième pour le PIB par habitant : 28 600 € contre 24 000 € en moyenne en Espagne. Elle est devancée par Madrid, le Pays basque et la Navarre.

Le taux de chômage, similaire à celui de la capitale, y est bien moindre que dans le reste du pays : 13,2 % au deuxième trimestre 2017, contre 17,2 % au niveau national.



2 – Des exportations dynamiques

La Catalogne est, de très loin, la première région exportatrice d'Espagne, avec un quart des ventes de marchandises à l'étranger en 2016 et au premier trimestre 2017.

Selon les chiffres du ministère de l'économie, la région a attiré, en 2015, environ 14 % des investissements étrangers en Espagne, loin derrière Madrid (64 %) mais devant toutes les autres régions.

3 – Le siège de grandes entreprises

Plusieurs grandes entreprises ont leur siège à Barcelone : le groupe textile Mango, la troisième banque espagnole CaixaBank, le géant gazier Gas Natural, le groupe autoroutier Abertis (propriétaire des autoroutes françaises Sanef) ou le parfumeur Puig (propriétaire de Nina Ricci, Paco Rabanne et Jean-Paul Gaultier).

4 – D'importantes industries

L'agroalimentaire est le premier secteur industriel de la région en termes d'emplois et de chiffre d'affaires, tiré par l'industrie de la viande, notamment viande de porc.

La Catalogne concentre la moitié de toute la production chimique d'Espagne et elle dispose d'un important pôle logistique.

Avec 19 % de la production nationale, elle est aussi la deuxième région automobile du pays. Nissan et Volkswagen (via sa marque Seat) y possèdent des usines de

production. L'Espagne est le deuxième constructeur automobile de l'UE derrière l'Allemagne.

5 – En pointe sur la recherche et les biosciences

La Catalogne mise sur la recherche, notamment dans les biosciences (génétique, neurosciences, biologie cellulaire...), un secteur qui représente 7 % de son PIB.

Riche en hôpitaux de pointe et centres de recherche, y compris nucléaire avec un accélérateur de particules, elle se présente comme la première d'Europe en nombre d'entreprises pharmaceutiques par habitant.

Les nouvelles technologies sont aussi très présentes à Barcelone qui accueille chaque année le congrès mondial de la téléphonie mobile.

Les universités catalanes sont parmi les meilleures du pays : sur les cinq premières universités espagnoles du classement de Shanghai, trois sont catalanes.

6 – Première destination touristique

Avec sa capitale, Barcelone, et les plages de la Costa Brava, la Catalogne est la région espagnole attirant le plus de touristes étrangers : plus de 18 millions s'y sont rendus en 2016, soit un quart du total.

Son aéroport est le deuxième du pays, après celui de Madrid. Il est notamment très prisé des compagnies low-cost qui cherchent à en faire un hub européen pour leurs vols long-courriers à destination de l'Amérique. Le port de Barcelone est l'un des premiers en Europe pour les croisières.

6 – Le point faible de la dette

Le poids de la dette publique est l'un des points faibles de la Catalogne : elle représente 35,4 % de son PIB, ce qui en fait la troisième région la plus endettée d'Espagne au deuxième trimestre 2017.

En valeur absolue, la Catalogne est même en tête, avec 76,7 milliards d'euros à fin juin. Sa dette, classée dans la catégorie spéculative, l'empêche de se financer directement sur les marchés. Elle dépend de l'État central.

Analyse - Le muscle économique de la Catalogne affaibli cinq ans après la tentative de séparatisme.

Le 27 octobre 2022, Zone Bourse

Cinq ans après la tentative de la Catalogne de se détacher de l'Espagne, qui a provoqué une onde de choc dans toute l'Europe, le mouvement indépendantiste est aux prises avec des divisions internes, un soutien public en baisse et les retombées économiques d'un exode des entreprises.

La Catalogne a perdu son statut de première puissance économique de l'Espagne au profit de Madrid après que des milliers d'entreprises ont transféré leur siège social hors de la région, craignant que la campagne de sécession de 2017 ne laisse la Catalogne en dehors de l'Union européenne et de ses protections.

Le soutien à l'indépendance s'est refroidi, passant de 49 % au moment du référendum à 41 %, tandis que la coalition gouvernementale régionale des partis favorables à la séparation est en crise en raison de divergences sur la manière de faire avancer le mouvement.

Les retombées servent d'avertissement pour le mouvement indépendantiste en Écosse, qui fait pression pour organiser un autre référendum l'année prochaine sur la séparation du Royaume-Uni.

Si les séparatistes catalans ne regrettent pas leur tentative de sécession, ils en ont tiré des leçons, notamment "la nécessité d'un soutien accru au sein de notre société et d'une plus grande reconnaissance internationale", a déclaré Oriol Junqueras, président du parti régional au pouvoir, Esquerra Republicana de Catalunya (ERC).

Junqueras était le chef adjoint du gouvernement catalan lorsque la région a organisé un référendum d'indépendance interdit par un tribunal espagnol. Les images de la police anti-émeute prenant d'assaut les bureaux de vote ont été diffusées dans le monde entier alors que la perspective d'une rupture désordonnée se profilait.

Le 27 octobre 2017, la Catalogne a émis une éphémère déclaration d'indépendance. Le mouvement s'est éteint après que le gouvernement espagnol a imposé une autorité directe sur la région autonome.

Neuf dirigeants séparatistes ont été condamnés à de longues peines de prison, Junqueras ayant reçu la plus longue de 13 ans pour sédition. Ils ont tous été graciés en 2021.

Environ 3 000 entreprises ont transféré leur siège social hors de Catalogne dans les six mois qui ont suivi le référendum, selon la société de conseil Informa. Parmi elles, des banques telles que Caixabank et Sabadell, l'entreprise de services publics Naturgy et le fournisseur de télécommunications Cellnex.

Beaucoup ont conservé des bureaux de direction dans la région, mais le déplacement légal signifie que certains impôts sont payés dans des régions rivales telles que Valence et Madrid, que la Catalogne accueille moins d'événements

commerciaux et que les entreprises étrangères ont opté pour des sites moins risqués.

Environ 30 000 emplois n'ont pas été créés en Catalogne entre le troisième trimestre de 2017 et 2019 en raison de préoccupations politiques et de sécurité, selon la banque BBVA.

Les déménagements d'entreprises "ont été très dommageables pour l'économie catalane et la situation n'a pas été rétablie", a déclaré Guillem Lopez Casanovas, professeur d'économie à l'université Pompeu Fabra de Barcelone et ancien membre du conseil d'administration de la Banque d'Espagne.

Le groupe de distribution d'eau de Barcelone, Aigües de Barcelona, est la seule grande entreprise dont on sait qu'elle est revenue.

Un porte-parole de Caixabank, le plus grand créancier national d'Espagne, a déclaré que sa décision de transférer son siège social à Valence était permanente. La possibilité de retourner en Catalogne "n'est pas sur la table", a déclaré un porte-parole de Sabadell.

La Fondation Caixabank, qui a déclaré en 2017 que le déménagement de son siège social était "temporaire" mais n'est pas revenue, a refusé de commenter, tout comme Naturgy et Cellnex.

La Catalogne doit envoyer des "signaux sans équivoque" que la sécurité juridique est garantie pour encourager les entreprises à revenir, a déclaré Josep Sanchez Llibre, président de la principale association d'entreprises de Catalogne, Foment del Treball.

AVANTAGES POUR MADRID

Madrid a été le principal bénéficiaire de la tourmente.

La capitale espagnole a devancé la Catalogne en tant que région ayant le PIB le plus élevé de 2017 à 2020. Les investissements étrangers ont ralenti en Catalogne depuis 2017, tout en augmentant à Madrid.

Le gouvernement catalan défend son bilan économique. La conseillère aux affaires étrangères Meritxell Serret, qui faisait partie du gouvernement de 2017, a déclaré que les mouvements d'entreprises étaient surtout motivés par des raisons politiques et "n'ont pas eu de grands effets économiques".

Elle a souligné un taux de chômage inférieur à celui de Madrid et à la moyenne espagnole et des secteurs industriels et technologiques solides.

M. Junqueras a insisté sur le fait que le mouvement séparatiste catalan est toujours fort, soulignant l'augmentation du nombre de parlementaires indépendantistes au cours de la dernière décennie.

Il a déclaré que la communauté internationale recommandait une approche plus conciliante, même si les partisans de la ligne dure au sein du mouvement ne sont pas d'accord.

Comme l'Écosse, le mouvement indépendantiste catalan fait maintenant pression pour un autre référendum, cette fois avec l'approbation du gouvernement espagnol. Mais comme pour le gouvernement britannique et la candidature de l'Écosse, l'Espagne a jusqu'à présent rejeté la proposition.

"Nous sommes convaincus que la négociation est le bon outil pour résoudre les conflits politiques", a déclaré M. Junqueras.

La Catalogne, confrontée à une sécheresse historique, se prépare à d'importantes restrictions d'eau

Les bassins de rétention d'eau de la région sont à 17,7 % de leur capacité, un niveau extrêmement bas. La situation d'« urgence » pour sécheresse pourrait être décrétée en janvier 2024.

Par [Sandrine Morel](#) (Madrid, correspondante)

Publié le 15 décembre 2023



Le lac de Sau, en Catalogne, en avril 2023. MANUEL BLONDEAU / AOP PRESS / MAXPPP

Le succès de la patinoire installée à Gérone, en Catalogne, pour les fêtes de Noël 2022 avait battu tous les records, avec plus de 18 000 visiteurs. A tel point que le palais des expositions de la ville envisageait cet hiver d'augmenter la surface de glace, déjà de 800 mètres carrés, de 100 mètres carrés. Mercredi 13 décembre, les autorités locales ont finalement décidé de tout annuler et de renoncer, pour la première fois depuis 2006, à organiser une activité trop gourmande en eau (48 000 litres). Un choix pris « *par responsabilité* » et « *pour donner l'exemple* », face à la « *grave situation climatique actuelle* ».

Cela fait plus de trois ans – trente-sept mois exactement, selon le décompte que font, mois après mois, les médias et les autorités catalanes –, que la région du nord-est de l'Espagne souffre d'un déficit de pluviométrie. En trois ans, il a plu 25 % (500 millimètres) de moins que ce qui tombe normalement. Lors de la précédente grande sécheresse, entre 2005 et 2008, le déficit n'avait pas dépassé les 350 millimètres, et il avait alors fallu faire venir de l'eau potable par bateau, de Marseille, pour approvisionner la ville de Barcelone.

« Il s'agit de la sécheresse la plus dure, du fait de sa persistance et de son intensité, jamais enregistrée en Catalogne », a souligné, mi-novembre, la directrice du service météorologique de Catalogne, Sarai Sarroca. « Le pire est que rien n'indique un renversement de la situation », avait-elle alors ajouté.

Un mois plus tard, effectivement dépourvu de pluies significatives, le déficit en eau n'a fait que s'aggraver. Les bassins de rétention d'eau de la région sont à 17,7 % de leur capacité, un niveau extrêmement bas, jamais atteint auparavant. Or, près de 45 % de la consommation d'eau potable en dépend. Sans doute afin de ne pas trop gâcher les fêtes de Noël ou dans l'espoir d'un miracle, le gouvernement catalan a décidé d'attendre qu'elles descendent sous la barre des 16 % pour décréter la situation d'« urgence » pour sécheresse. L'exécutif régional devra alors prendre des mesures drastiques pour assurer l'approvisionnement en eau potable de la région métropolitaine de Barcelone et de ses 5,5 millions d'habitants.

Nouvelles usines de dessalement

« Si rien ne change – et les prévisions ne sont pas bonnes –, l'urgence sera déclarée en janvier », a reconnu, le 12 décembre, le ministre régional d'action climatique, David Mascort. Les dotations en eau pour l'agriculture – qui consomme plus de 70 % de l'eau disponible – seront réduites de 80 %, contre 40 % actuellement, et de 50 % pour l'industrie. Partout la pression dans le réseau de distribution devra être baissée, afin de réduire la consommation par habitant de 8 % à 10 %.

Des amendes ont déjà été infligées aux municipalités n'ayant pas respecté le niveau maximum de consommation en eau autorisé, de 210 litres par jour et par habitant. Celui-ci baissera à 200 litres en phase un, et jusqu'à 160 litres si la phase trois est enclenchée. L'arrosage des arbres sera réservé à ceux qui souffrent de stress hydrique.

Mesure très critiquée par les écologistes, le débit minimum biologique des rivières, le niveau considéré comme nécessaire pour maintenir la faune et la flore ainsi qu'une qualité de l'eau minimum, sera réduit de 50 %. Aucune nouvelle activité économique ayant une consommation intensive d'eau ne pourra être lancée, ni aucun agrandissement de fermes d'élevage. Et M. Mascort a reconnu qu'il sera probablement nécessaire de faire venir de l'eau par bateau pour approvisionner Barcelone au printemps, comme en 2008, appelant par avance à la « solidarité territoriale » des régions qui en disposent. Le temps de mettre en marche des solutions locales.

La Catalogne a en effet commencé la construction d'infrastructures coûteuses pour pallier les conséquences de la sécheresse, pour un montant de 2,4 milliards d'euros. Deux nouvelles usines de dessalement permettront de doubler la capacité de traitement d'eau de mer des 140 hectomètres cubes (hm³) produit actuellement à 280 hm³ par an. S'y ajouteront 60 hm³ provenant d'une usine de récupération de l'eau du fleuve Besos. De telle sorte que l'approvisionnement en eau potable pourrait ne dépendre qu'à moins de 15 % de l'eau des bassins de rétention. Seul bémol : ces usines ne seront prêtes qu'entre 2027 et 2030.

Le tourisme est montré du doigt

« Ce techno-optimisme donne une fausse sensation de disponibilité infinie en eau, ce qui n'est pas le cas. Outre leur coût énergétique et environnemental, elles incitent à accorder

toujours plus de dotations en eau », estime Dante Maschio, ingénieur et porte-parole de la plate-forme catalane L'eau, c'est la vie, qui regroupe des associations de riverains, des écologistes et des syndicats critiques avec la gestion des ressources en eau.

« Cela fait plus de trois ans qu'il pleut moins que la moyenne, mais cela n'est pas la seule raison du manque d'eau, insiste M. Maschio. Notre modèle économique a consisté à donner de l'eau à toutes les activités qui en ont demandé, sans se poser la question des disponibilités existantes ou des prévisions en lien avec le changement climatique, ni du moment où il faut cesser d'exploiter une masse d'eau pour qu'elle ne soit pas surexploitée... »

Si l'agriculture et l'élevage intensifs, destinés principalement à l'exportation, sont montrés du doigt, le tourisme aussi. Cet été, malgré les restrictions fixées par la région, les hôtels ont eu le droit de remplir leurs piscines, au motif qu'ils en font un « usage communautaire ». « Nous recevons plus de 15 millions de touristes par an, or, des études estiment qu'un touriste consomme trois à cinq fois plus d'eau qu'un habitant », souligne M. Maschia.

[Sandrine Morel \(Madrid, correspondante\)](#)